

UNE PROBLEMATIQUE PATRIMONIALE DANS LE BANAT MONTAGNEUX MÉDIEVAL: LES DONS ROYAUX DES XIV-XVI SIECLES

*Ligia Boldea**

Mots clé: Banat, nobles roumains, don royal, patrimoine foncier

Cuvinte cheie: Banat, nobili români, donație regală, patrimoniul funciar

La maîtrise patrimoniale banatienne, consolidée entre les XIV^e-XV^e siècles en conséquence des mesures sociales et juridiques adoptées par les deux Angevins, avait déterminé la mise en évidence sur le plan documentaire d'une élite sociale roumaine, circonscrite primordialement dans l'aréels du Banat collinaire et montagneux, qui obtient en ce moment de la part de la royauté sa reconnaissance officielle par des actes de nouveau don sur les possessions détenues *ab antiquo*, conformément au texte de donation. Les dons royaux qui ont été effectués par les rois hongrois tout le long des XIV^e-XVI^e siècles s'avèrent intéressants par les problématiques déterminés par ce fait, ayant des effets plus ou moins significatifs et de longue durée sur le système foncier banatien. Car, d'un certain mode peut être considérés les dons qui ont eu pour bénéficiaires les nobles roumains banatiens, ayant pour effet l'accroissement de leur patrimoine foncier déjà existant dans la zone, les accordant des nouvelles possessions dans les districts banatiens ou dans les comitats du voisinage (bien que ce fait ait déterminé le déplacement des quelques familles de Banat dans les comitats transylvaines), et d'autres conséquences ayant les dons royaux accordés aux éléments allogènes, des réelles immixtions dans le système de possession banatien (protégé par le diplôme privilegiale de 1457), qui ont généré des situations et des réactions diverses, individuelles ou de la communauté locale, en fonction des conditions où ces dons se sont effectuées, de la personnes des donateurs, de l'objet du don ou du contexte temporel. C'est une casuistique intéressante et variée par le prisme de son évolution au long du temps, qui contourne et nuance un aspect significatif des rapports sociales et juridiques

* Muzeul Banatului Montan Reșița, Bd. Republicii, nr. 10, e-mail: ligiaboldea@yahoo.com

instaurés entre le pouvoir central et la communauté roumaine banatienne, représentée par une élite sociale qui avait gagné un rôle précisément défini dans cette zone, située aux frontières sudiques du royaume hongrois.

Des études publiées dans les derniers deux décennies sur ce problème relèvent qu'il est absolument nécessaire une analyse objective de la modalité dont la féodalité roumaine banatienne a évolué après le moment de 1366¹. La notion de „ennoblissement” supposait, par définition, le relèvement d'un individu au statut de noble par l'acte de don royal, faisant de celui-ci une création du souverain, la personne ennoblée ayant, en contrepartie, toute une série d'obligations spécifiques, visant en spécial le domaine militaire². Mais, du point de vue du droit roumain, la noblesse découlait automatiquement de l'existence de la possession foncière – le knezat, maîtrisé en conformité avec le droit kneziale (*more Keneziatius*), maîtrise dont les caractéristiques sont mis en évidence par les nombreux actes de confirmation, accordés avec le titre de nouveau don (*novae donationis titulo*), tout en spécifiant même le droit de possession *ab antiquo*³. Jusqu'à l'époque du principat, ce sorte d'ennoblissements, exécutés selon le droit féodal occidental, ne sont pas signalés dans le Banat montagneux⁴, la majorité des documents accordés aux knezes et aux voïvodes roumains, tout en commençant avec la deuxième moitié du XIV^e siècle, étant des actes de nouveaux dons, confirmant leur maîtrises héritières, détenues jusqu'à ce moment selon le droit kneziale, sans aucun acte écrit.

Aussi intéressantes sont les discussions de l'historiographie roumaine concernant le titre de „nouveau don”, qui est présent dans tous les actes de confirmation, en commençant de la deuxième moitié du XIV^e siècle, du droit de possession d'un bon nombre de knezes roumains sur leurs terres ancestrales. Initialement, en partant de l'étude de Ioan Bogdan⁵ sur les knezes roumains, le nouveau don (*nova donatio*) a été considéré comme „le deuxième don” accordé

¹ Ioan Aurel Pop, *Un privilegiu regal solemn de la 1366 și implicațiile sale*, dans *Mediaevalia Transilvanica*, I, 1997, 1-2, p. 69-86.

² Robert Fossier, *La société médiévale*, Paris, 1991, p. 315.

³ Dan Gr. Pleșia, *La noblesse roumaine de Transylvanie. Structure et évolution*, dans *RRH*, 3, 1987, p. 197; Ioan Drăgan, *Nobilimea românească din Transilvania (1440-1514)*, București, 2000, p. 118.

⁴ Voir le diplomataire rédigé par Costin Feneșan, *Diplome de înnobilitare și blazon din Banat (secolele XVI-XVII)*, Timișoara, 2007, *passim*.

⁵ Ioan Bogdan, *Despre cnezii români*, dans *Scrieri alese*, București, 1968, p. 184.

aux knezes nobles, après qu'ils soient reconnus dans leur territoire (knezat) par un don initial, ou le „premier” don. Mais l'existence de ce „premier” don accordé aux knezes roumains, qui tentaient adapter leur statut social et juridique aux nouveaux normes de droit imposés dans le royaume dans le XIV^e siècle, ne peut pas être prouvée du point de vue documentaire et, selon les recherches des derniers décennies, ni considérée comme hypothèse d'investigation. Il y a 30 années a été formulé l'idée selon laquelle, étant donné que dans quelques régions du royaume hongrois ou se sont gardés les domaines des châteaux forts royaux, la maîtrise foncière spécifiquement roumaine ait été très répandue, l'autorité d'état a élaboré un formulaire de chancellerie adéquat à ces réalités, où le titre de nouveau don avait été attribué aux knezes, et puis aux knezes nobles, pour leur confirmer ou reconfirmer ces possessions ancestrales⁶. Récemment ces points de vue ont été complétés, Pál Engel démontrant qu'il est question, en réalité d'un titre de don introduit par Ludovic I, qui prévoyait que le droit de possession revenait seulement aux bénéficiaires nominalisés dans l'acte et aux leurs héritiers légitimes, l'omission de cet acte signifiant l'exclusion définitive de la possession, cela ayant pour conséquence l'ignobilité, s'ils n'avaient d'autres possessions légales⁷. Pour le Banat, nous considérons qu'un exemple concluant est offert par la famille de Ohaba de Mâtnic, trouvée en plein processus de reconnaissance officielle de sa nobilité. En ce sens, deux actes en sont relevantes: le premier, de l'année de 1387⁸ est un document royal accordé par Sigismund de Luxemburg à Bogdan Românu de Mâtnic et à ses fils Ștefan, Ladislau, Nicolae et Ladislau le Jeune (*Bogdan Olacho et per eum Stephano Dyonisio Nicolao et Juniori Ladislao filys eiusdem Bogdan*), qui confirmait leur possession sur le domaine de Mârșu. Le deuxième, un document émis par le Chapiteau de Alba Iulia et daté de l'année de 1391⁹, transcrit dans une forme authentique le diplôme royal de 1387, en précisant que les bénéficiaires étaient cette fois-ci Bogdan de Mâtnic et ses fils Nicolae, Ștefan, Ladislau,

⁶ Adrian Andrei Rusu, *Un formular al cancelariei regale din epoca lui Iancu de Hunedoara pentru nobilii români din Transilvania*, dans *AMN*, XX, 1983, p. 158.

⁷ Engel Pál, *Nagy Lajos ismeretlen adományreformja*, dans *TSz*, XXXIX, 1997, p. 137-157; I. A. Pop, *Adunarea generală a stărilor Transilvaniei din mai 1355*, în *Mediaevalia Transilvanica*, II, 1998, I, p. 65.

⁸ Eudoxiu Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, I/2, București, 1887, p. 300.

⁹ *Ibidem*, p. 340.

Ladislau le Jeune, Petru et Ioan (*Nicolaus literatus filius Bogdan de Muthnuk propria ac eiusdem Bogdan patris sui necnon Stephani Ladislai iunioris Petri et Johannis fratrum suorum in personis*).

On peut observer avec légèreté que les descendants de Bogdan Românul ne sont pas du tout les mêmes; nous basant sur les affirmations d'auparavant nous pouvons soutenir que l'inclusion de Petru et de Ioan dans l'acte capitulaire avait eu le rôle de les introduire dans le système de possession familiale, les assurant pour le futur le statut social et juridique privilégié.

Un autre exemple, opposé à celui-ci, peut être rencontré en fin du XV^e siècle, concernant la famille de Gârliște de Rudăria. Au cours de l'année de 1484¹⁰, le roi Matia Corvin confirme au noble Iacob de Gârliște la possession des huit domaines du district de Almăj, sous titre de nouveau don comme „possession inaltérée de ses ancêtres”. Mais un siècle plus tard, dans un grand litige de possession, déroulé entre les années de 1566-1569¹¹ est présenté un rapport d'un „scribe” de Arad qui mentionne, à côté de Iacob de Gârliște ses frères *Kyryak* Mihail et Stefan en qualité de bénéficiaires du nouveau don de 1484, mais ces deux personnages ne figurent pas dans l'acte royal. L'existence des deux frères du futur ban de Severin, Iacob de Gârliște, est prouvée du point de vue documentaire dans deux actes de 29 décembre 1485 et de 10 février 1486¹², quand ceux-ci sont mentionnés en qualité des hommes du roi, chez une mise en possession d'une famille noble du district de Almăj.

Les deux exemples peuvent offrir, selon notre opinion, des arguments concluants à l'appui des assertions antérieures liées de l'interprétation correcte du titre de „nouveau don” – probablement une forme spécifique d'„ennoblissement” pratiquée par la royauté hongroise dans ses rapports avec la noblesse roumaine, la détentrice traditionnelle des terres selon l'ancien *ius Keneziale* dans l'espace banatien, et aussi dans celui de Hațeg, de Maramureș ou du Pays de Făgăraș.

C'est digne a remarquer le fait que, au long du temps, au delà de ces possessions héréditaires, qui ont obtenu la garantie de l'acte écrit, les nobles et les knezes roumains aient bénéficié des dons fonciers proprement dits, reçus en

¹⁰ Pesty Frigyes, *A szörényi vármegyei hajdani oláh kerületek*, Budapesta, 1876, p. 83 (en suite Pesty, *Oláh kér*).

¹¹ Idem, *A Szörényi bánság és Szörény vármegye története*, II, Budapesta, 1878, p. 72-75 (en suite Pesty, *A Szörényi bánság*).

¹² Magyar Országos Levéltár (Archive Nationale Hongroise), Diplomatikai Levéltár 36613.

principal par la prestation des services militaires spéciales, des possessions circonscrites pleinement dans le droit nobiliaire. Ce phénomène est observable de la moitié du XIV^e siècle, bien que les quantum des dons accroît d'une manière significative dans le siècle suivant; mais il est nécessaire de préciser que la plupart de ces dons aient été accordés dans des périodes marquées en spécial par des importantes événements militaires qui se sont déroulés dans la zone et qui ont prouvé la capacité et la force combattante des structures militaires du Banat montagnoux et du piémont.

C'est vrai que, dans une première phase, spécifique en fin du XIV^e siècle et qu début du XV^e siècle, la royauté s'est contenté de récompenser les fidèles services militaires des knezes roumains par la confirmation écrite sur leurs possessions ancestrales; fait qui a eu pour conséquence la formation des patrimoines foncières des plusieurs familles nobles banatiennes. Simultanément avec leur constitution on signalé les actes de dons proprement dites, qui viennent de compléter l'ensemble des possessions foncières des nobles roumains. S'imposent, selon notre opinion, quelques considérations sur ces actes de don: qui effectue le don, laquelle a été la raison d'une telle décision, l'objet de ce don (le statut des biens foncières donnés) et qui ont été les bénéficiaires de tous ces dons. Sans en avoir la prétention d'une présentation exhaustive sue ce problématique, nous essayions de circonscrire tout ce qui est révélateur pour les rapports d'entre le pouvoir central (quelquefois par l'intermède de ses représentants dans la zone) et les élites sociales du Banat montagnoux et collinaire, dans la période précisément délimité de la royauté, des premières actes angevines et jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

Avant tout, la royauté, en vertu de sa souveraineté et de son droit de *dominium eminens*, a détenu le droit d'effectuer des dons fonciers, d'autant plus que dans la plupart des cas discutés il s'agissait des biens qui appartenaient directement à la royauté (villages royaux, châteaux forts royaux, forêts royaux). On rencontre, néanmoins, quelques actes qui ne s'encadrent dans ce modèle, les donateurs étant les plus importants dignitaires du royaume au niveau du Banat montagnoux et collinaire, respectivement les comites de Caraş, de Timiş ou les bans de Severin. Un premier exemple de ce sorte est daté le 8 novembre 1352¹³, quand le magistre *Pousa de Zeer*, comite de Caraş et châtelain de Sebeş, avec son fils Ladislau, signalent que Iuga et Bogdan, les fils de Ştefan de Mâtnic,

¹³ Pesty Frigyes, *Krassó vármegye története*, III, 1882, p. 28 (en suite Pesty, *Krassó*).

se sont présentés chez eux pour solliciter le droit sur une terre déserte de la Vallée de Mâtnic pour le maîtriser avec les mêmes libertés dont maîtrisaient leurs villages les autres knezes de la *prouincia Sebus*. Le 18 juillet 1387¹⁴ c'est le tour de Ștefan Losonczy, ban de Severin et comite de Timiș, d'offrir au kneze Petru, le fils de *Dees* et à ses frères Hălmeag Cristofor et Mihail, le droit de possession sur le village royal de Valea du district de Mehadia, en recompense des services fidèles de ceux-ci au cours des événements qui ont eu pour but la libération de la reine de Maria des mains du parti nobiliaire révolté. Enfin, de la date de 6 octobre 1413¹⁵ provient l'acte émis par le célèbre Filipo Scolari, comite de Timiș qui fait don au même Petru Deș de Timișel le domaine royal *Orbagh* du district de Mehadia, en suite de ses services militaires. Ces documents-ci imposent quelques conclusions: ces actes n'offrent aucune référence sur le fait que tous ces dons aient été faits en suite de la demande ou à la recommandation royale. Mais cela ne signifie pas qu'ils ont été effectués sans le savoir ou l'accord du pouvoir central; on peut supposer, qu'au moment où ces dons ont été réalisés, ces dignitaires des comitats banatiens et du Banat de Severin ont eu l'habilité officielle d'exécuter de tels mises en possession, d'autant plus qu'il s'agissait des terres qui ont appartenu aux certains châteaux forts royaux (Sebeș, Mehadia) qui étaient sous leur directe commandement. Probablement, on ne peut pas parler en ce cas d'une réglementation juridique, mais des situations circonstanciées augmentées, selon notre opinion, par deux sortes de réalités. D'une part, les donateurs ont été des personnes extrêmement influentes dans l'époque, tant au niveau de l'aréels banatien, qu'à la cour royale. D'autre part, les bénéficiaires – des membres des deux familles kneziales roumaines qui justement dans cette période font la transition du statut de knezes vers celui de knezes nobles et puis de nobles avec tous les droits prévus par ce statut, reçoivent des biens fonciers pour des contributions militaires spéciales, réalisées dans des moments pleines de tension pour la royauté hongroise, une raison de plus pour que celle-ci, par ses représentants, soit d'une manière exceptionnelle disposée à récompenser leur fidélité. Il faut ajouter qu'il ne s'agit pas de dons spectaculaires, qui auraient pu mener vers la modification de la configuration du système patrimonial de la zone. Cela a été plutôt une modalité

¹⁴ Pesty, *Oláh ker.*, p. 51-52; Costin Feneșan, *Districtul românesc Mehadia la sfârșitul secolului al XIV-lea*, dans *Banatica*, 5, 1979, p. 268.

¹⁵ Wenzel Gusztav, *Okmánytár Ozorai Pipo történetéhez*, dans *TT*, Budapest, 1884, p. 240-241.

par laquelle on a obtenu la fidélité des élites sociales locales dans des périodes où la royauté avait besoin de toute la capacité de combat des contingents militaires de la frontière danubienne.

La raison des dons qui seront discutés ici est, dans la plupart des cas, argumentée par les services fidèles prestés par les bénéficiaires envers le pouvoir central (*pro fidelitatibus et fidelibus serviciis*). On relève tant des situations où on est employée seulement la formule généralisée pour ce genre de cas, mais il y a des documents où sont mentionnés directement les faits des bénéficiaires, qui ont attiré les dons royaux. Ainsi, les fils de Baic, knezes dans le district de Mehadia, ont reçu en don de la part du roi Ludovic I, dans l'année de 1376, une possession pour leur participation aux expéditions militaires de Serbie et de Bulgarie, et surtout pour la libération de la ville et du Pays de Severin¹⁶. Petru Deș de Timișel et ses frères, knezes nobles du même district, ont été récompensés par le ban de Severin pour les services fidèles apportés à la royauté au cours des événements qui ont eu pour résultat la libération de la reine Maria des mains de la faction nobiliaire qui s'opposait au roi Sigismund de Luxembourg¹⁷.

Un autre knez, Dionisie, le fils de Ciucă, du district de Comiat, a reçu un don de la part du roi, au cours de l'année de 1406, pour sa participation aux conflits de la Bosnie contre le duc de Hrvoie¹⁸. Combattants dans la grande bataille de Golubăț, finie par une grave défaite des armées hongroises, les nobles Lado, Nicolae et Iacob de Bizerea reçoivent en don de la part du roi Sigismund une place pour des maisons en Caransebeș¹⁹. Un autre membre de la famille noble de Bizerea, Nicolae, reçoit en don trois possessions, pendant l'année de 1444, pour sa participation méritoire avec ses subordonnés à la „longue campagne” d'entre les années 1443-1444 organisée par Ioan (Iancu) de Hunedoara au sud du Danube²⁰. Des autres nobles banatiens de la famille de Mătnic de Ohaba-Mătnic, Ștefan, Mihail et Gheorghe, ont reçu en don dans l'année de 1463 une possession dans le comitat de Timiș en suite de leur participation aux campagnes militaires du royaume en Banat et en Bosnie²¹. Enfin, les nobles Ioan et Francisc de Armeniș avec Ladislau de Racovița et ses

¹⁶ C. Feneșan, *op. cit.*, Annexe I, p. 271-272.

¹⁷ Pesty, *Oláh ker.*, p. 271-272.

¹⁸ Pesty, *A Szörényi bánóság*, III, p. 16.

¹⁹ *Ibidem*, p. 23.

²⁰ *Ibidem*, p. 46.

²¹ C. Feneșan, *Documente medievale bănățene (1440-1653)*, Timișoara, 1981, p. 43.

filis ont acquiert en 1519 de la part de la royauté une forêt en récompense pour leurs services militaires dans les luttes contre les turcs²².

On rencontre des cas où la royauté s'est considérée obligée de renouveler un don antérieur à la sollicitation des bénéficiaires, dont les actes se sont perdus dans des diverses circonstances, déterminés par les attaques qui ont dévasté plusieurs fois le Banat. C'est, par exemple, le cas des familles nobles de Cerna et de Bizerea qui, en 1439, sollicitent la reconfirmations d'un don fait probablement en 1439 par le roi Albert, s'agissant de la fortification de *Dranko* avec toutes ses établissements et ses pertinences, en suite des services fidèles dans les luttes contre les turcs. Les actes du don étant perdus au temps des dévastations ottomanes. En 7 juin 1451, Ioan de Hunedoara ordonne aux nobles et aux jurés des sept districts privilégiés de convoquer l'instance de jugement de l'assemblée générale pour constater si ce don avait été effectué il y a 12 années, pour reconstituer le droit de propriété, fait qui sera réalisé au long de l'année de 1452²³.

Des autres dons royaux ont été déterminés par la manifestation du phénomène *defectum seminis* dans des quelques familles nobles, les possessions restées sans de possesseur étant faites don par le roi soit aux parent collatéraux, soit aux autres nobles. Une telle situation s'est produite à 3 septembre 1480²⁴ quand, en suite de la mort du noble roumain Emeric de Măciçaș, sans avoir des héritiers, ses possessions Bolvașnița de Sus, Bolvașnița de Jos, *Huzarcky*, *Charzyky*, *Zepmezeye*, Criva (de Severin), et puis Iaz, *Mezfalw*, *Cherenyes* et *Keregh* (du district de Sebeș) sont revenus par don royal vers Iacob et Ioan de Măciçaș (le père et son frère), et aussi vers les frères Ladislau et Ludovic Fiat de Armeniș, des parents et co-divisionnaires du noble décédé. Si en ce cas le don royal s'est dirigé vers les parents les plus proches du défunt, conformément à la législation patrimoniale de l'époque, pas la même chose se produit en 1561²⁵ quand Ioan Sigismund, tentant d'user de son droit de *dominium eminens*, avait

²² Pesty, *A Szörényi bánság*, III, p. 162.

XV-lea), dans *AnB* (S.N.), X-XI, 2002-2003, p. 325.

²³ L. Boldea, *Un caz aparte în elita socială a Banatului medieval: familia nobililor de Cerna (secolul al XV-lea)*, dans *AnB* (S.N.), X-XI, 2002-2003, p. 325.

²⁴ Pesty, *A Szörényi bánság*, III, p. 88; voir Ligia Boldea, *Nobilimea românească din Banat în secolele XIV-XVI (origine, statut, studiu genealogic)*, Reșița, 2002, p. 230-231.

²⁵ Pesty, *A Szörényi bánság*, III, p. 296; voir Ioan Aurel Pop, *Instituții medievale românești. Adunările cneziale și nobiliare (boierești) în secolele XIV-XVI*, Cluj-Napoca, 1991, p. 154-155.

confisqué les 24 possessions du noble Ioan de Bizerea, mort sans des descendants directs, pour les faire don à son chancelière Mihail Csáki et à son frère. Cela a été une immixtion directe du pouvoir central dans le système foncier patrimoniale banatien, protégé d'aliénation par le diplôme privilegiale de 1457, fait qui a provoqué la réaction de la communauté des nobles banatiens, qui se solidarisent dans une grande assemblée des nobles du comitat de Severin, tout en bloquant les intentions d'usurpation des anciens droits de possession. En suite d'une telle attitude, en 1563 Ioan Sigismund déclare nul l'acte de don et, en conformité avec le droit de succession, confie ces possessions à la famille de Găman, branche collatérale de la famille de Bizerea.

Enfin, on rencontre des cas où les dons ont eu pour objet des possessions confisquées des knezes et des nobles à cause de leur infidélité ou même de leur trahison, et données puis aux autres noyaux familiaux. En ce sens, le 19 juin 1376, le roi Ludovic I fait don aux fils de Baic (Șurianu, Bogdan, Dimitrie, Tome et Blasiu), qui sont mentionnés comme „nos roumains” (*Olachorum nostrorum*), la possession de Valea Bolvașnița du district de Mehadia, qui a été confisquée antérieurement de Ladislau, le fils de *Lehach* car celui-ci „avait quitté la voie de la juste croyance”, passant les montagnes et se joignant au prince Vladislav Vlaicu de Munténie, trouvé de plusieurs années en un conflit ouvert avec la royauté hongroise pour le contrôle sur le Severin²⁶. Un autre exemple date de 10 août 1534, quand le noble Nicolae Nocea (*Nowcha*) a été déchu de ses droits de possession, Ioan Zapolya lui confisquant, sous l'accusation d'infidélité, des parties de ses possessions des villages de Armeniș, Dalci, Sadova, *Gyuro*, Feneș, Slatina, *Zarzapatak*, Secaș, Valemare et Măstăcani, maîtrisées en indivision avec la famille Fiat de Armeniș, pour les faire don à son ancien gendre Francisc Fiat²⁷. Le même année, le 30 novembre 1534, l'homme élu Petru de Tincova, châtelain de Lugoj, et l'honorable Dimitrie Luca, juge de Lugoj, se présentent devant le roi Ioan Zapolya pour lui solliciter la reconfirmations du don confert en 1529, s'agissant de la possession de *Hegveryes* du district de Lugoj, confisquée antérieurement par le roi de Gașpar et de Ladislau de *Pakos* pour infidélité, et aussi pour l'extinction de cette famille²⁸.

L'un des plus intéressants exemples, singulier d'un certain point de vue,

²⁶ C. Feneșan, *Districul românesc Mehadia*, p. 266-267.

²⁷ Pesty, *A szörényi bánság*, II, p. 431; Dan Gr. Pleșia, *op. cit.*, p. 202; Dragoș Lucian Țigău, *Familia Fiat de Armeniș în secolele XV-XVII*, dans *Banatica*, 14, 1996, p. 31.

²⁸ Pesty, *Krassó*, IV, p. 115.

fait référence à une confiscation royale suivie d'un don qui a eu une motivation de nature confessionnelle, rarement trouvable dans la documentation de cette époque-là. Un acte rédigé par le Chapiteau de Arad, le 29 juin 1500²⁹, résout d'une manière favorable la sollicitation du roi Vladislav II qui prévoit la mise en possession des nobles Ladislau et Ludovic Fiat de Armeniș avec les prediums Poreca de Sus, Poreca de Jos et Simonolț du district de Mehadia, qui avaient été confisqués antérieurement de la famille des défunts nobles Mihail et Nicolae Cucavița de Poreca (co-divisionnaires des donateurs) pour l'extinction de ses familles et parce-qu'ils ont quitté la croyance catholique, passant (ou plutôt revenant – n.n.) à „la secte schismatique des roumains” (*secte scismaticae Walachorum*). Mais ce cas ne finit pas ici, il est re-ouvert quatre décennies plus tard, au long de l'année de 1543³⁰, par le noble Bogdan de Poreca, descendant des nobles dépossédés en 1500, qui est en litige à ce moment avec les descendants directs des deux frères Fiat et avec Francisc de Măcițaș pour ces terres confisquées de leur père Mihail de Poreca. Nous soupçonnons que l'intention du noble réclamant aurait été celui de récupérer le droit de possession sur les parties des possessions mentionnées en haut. En outre, dans l'appel adressé aux châtelains de Caransebeș et remis pour résolution à la „reine” Isabella, Bogdan de Poreca a rappelé le fait que les ancêtres des parties trouvées en litige aient maîtrisé ces terres en indivision, fait qui le détermine de solliciter l'application de l'ancienne lois (*Juxta Appelacionem suam Antiquam consuetudinem*). La situation est clarifiée le 15 août 1547³¹ quand, par un nouveau document, Isabella a renfermé la décision prise en avant (dans l'année de 1500), ordonnant en même temps la confiscation d'autres trois terres trouvées dans la possession de la famille de Poreca, pour la même raison de la venue à la croyance „schismatique” roumaine; pas hasardeux, les trois terres (Calova, Ostreț et *Pherdyn* du district de Mehadia) ont été faites don aux descendants de la famille de Fiat, et aussi aux leurs co-divisionnaires Francisc et Ioan de Măcițaș.

Une autre problématique que nous nous sommes proposée de l'analyser dans cette étude-ci concerne le statut des biens faits don, tant comme celle-ci est reflétée par l'information documentaire connue. Selon les documents analysés, l'objet des dons royaux a été constitué par des possessions foncières,

²⁹ Pesty, *A szörényi bánóság*, III, p. 131.

³⁰ Hurmuzaki, *op. cit.*, II/4, p. 358.

³¹ Pesty, *A szörényi bánóság*, III, p. 247; L. Boldea, *op. cit.*, p. 232-233.

forets, biens immobiliers, urbains et ruraux, des villages et des fortifications royales, une palette diverse qui a été intégrée dans l'autorité royale par le droit de *dominium eminens*. Il faut souligner qu'il existe une liaison sensible entre le statut des bénéficiaires, doublé par les rapports établis avec le pouvoir central par la quantité et la qualité des services fidèles prestés, et le poids des bénéfices acquiers. En partant des simples villages jusqu'à des bourgs et des châteaux royaux, d'un prediums et jusqu'à le domaine patrimonial tout entier, les exemples rencontrés dans les actes sont suffisamment suggestifs pour crayonner un aspect important des relations de maîtrise foncière dans le Banat montagneux et de piedmont. En conséquence, nous nous sommes proposés de distinguer les différentes typologies offertes par la documentation de cette époque-là, argumentées par la motivation même, retrouvée dans le texte rédigé par la chancellerie royale ou capitulaire.

Ainsi, le plus ancien don connu de notre part consiste d'une terre déserte de la vallée de *Mutnuk* (appartenant au château royal de Sebeş), qui a été faite don par le comite de Caraş, Pousa de *Zeer*, aux fils de Ştefan de Mâtnic, Iuga et Bogdan, cela constituant la manière dont la famille noble banatienne Mâtnic de Ohaba-Mâtnic entre dans l'attention de l'information documentaire, famille kneziale à son origine, qui dans les années qui suivent réussira, par des nouveaux dons successifs, acquérir le statut social et juridique privilégie de la nobilité reconnue par le pouvoir central. Pour leur fidélité et leurs services fidèles, ils reçoivent en don de la part du comite les terres mentionnées avec les utilités, les frontières, les forets et les pâturages, avec droit d'usage éternel pour eux et pour ses descendants, et aussi le droit de jugement sur leurs hommes, sauf pour les cas de vol et de meurtre³². Une autre possession déserte sera faite don en 1444³³ par le roi Vladislav I aux nobles Muşina de Densuş, Mihail de Cerna et Nicolae de Bizerea, s'agissant cette fois-ci d'un bourg, *Kewzagh*, mentionné comme étant intégré dans le district de Haram, plutôt comme partie de l'ancien domaine du château fort de Haram du comitat de Caraş. Le document est relevant en ce qui concerne l'appartenance antérieure de ce burg – *oppidum regis desertum wolahicale Kewzagh appellatum in districtu Haram*, les nouveaux bénéficiaires de ce bourg (mentionné comme exempt de servitudes

³² L. Boldea, *op. cit.*, p. 290.

³³ Csánki Deszö, *Magyarország történelmi fölgrajza a Hunyadiak korában*, II, Budapest, 1894, p. 97.

fiscaux) étant trois nobles roumains qui se sont remarqués dans ces années-là par leur fidélité dans les campagnes de Ioan (Iancu) de Hunedoara, les trois nobles roumains provenant des différents districts, le noble de Densuș du district de Hașeg, Nicolae de Bizerea du district de Caransebeș, le noble de Cerna étant originaire du district de Mehadia. Les dons faits avec de telles possessions restés désertes s'inscrit certainement dans la politique royale de mise et de remise en valeur du potentiel foncier de la zone, politique redoublée de celui d'encouragement des élites locales engrenées dans toutes les actions militaires offensives ou défensives déroulés par la royauté sur la ligne du Danube et d'autre parts.

Les villages et les terres royaux peuplés ont constitué une autre catégorie de biens faites don par la royauté, s'avérant nécessaire la précision, qu'au cas des quelques uns, les documents spécifient qu'ils ont été mis hors de l'autorité des châteaux forts royaux, auxquels ils appartenaient jusqu'au moment du don. Ainsi, en 1387, le knez Petru, le fils de *Dees*, du district du château fort royal de Mehadia, et aussi ses frères Hălmeag, Cristofor et Mihail acquièrent de la part de Ștefan Losoncy, ban de Severin et comite de Timiș, le droit de possession sur le village royal Valea (*villam regalem Patak vocatam in districtu prescripti castru Mihald*) par leur modalité de servir la royauté pendant les événements qui ont eu pour résultat la libération de la reine Maria de la captivité imposée par la partie nobiliaire révoltée contre le couronnement de Sigismund de Luxemburg comme roi de l'Hongrie. Le don a été conditionné, en ce cas, par le paiement aux châtelains de Mehadia de 3 grosses/année à la fête de Saint Michel et *quiquagesima ovium* à la fête du Saint Georges. Aux toutes ces obligations, qui paraissent être spécifiques à la noblesse roumaine en fin du XIV^e siècle, on a ajouté le 6 mars 1390, année où le roi re-confirme le don de 1387 pour la même famille Deș de Timișel (mentionnée déjà comme famille de knezes nobles – *nobiles kenezii*), celui de participer avec un corps de militaires aux expéditions militaires organisées par la cour royale dans les zones estiques, „selon la coutume des autres nobles des soi dites terres”³⁴. Toujours une possession royale sera faite don par Sigismund de Luxemburg, le 1 juin 1397³⁵, pour une famille de knezes du district de Caransebeș, récompensée, paraît-il, pour des services

³⁴ Avram Andea, *Banatul cnezial până la înstăpânirea habsburgică (1718)*, Reșița, 1996, p. 134-135.

³⁵ Pesty, *A Szörényi bánság*, III, p. 15; L. Boldea, *Noi considerații asupra elitelor românești*

fidèles prouvés une année auparavant pendant la bataille de Nicopole. Ainsi, à Ladislau, le fils Petru, dit le Roumain de Voislova (*Ladislau fily Petri dicti Olah de Wazylyova*) et à ses parents Ladislau, le fils de Petru de *Bysthie*, Petru, Mihail et Ladislau, les fils de Ladislau, le fils de Petru, et aussi à Lațcu, le fils de Cragul, ont reçu avec des droits perpétuels et irrévocables la possession royale de Pogăniș (*possessionem nostram Regalem Poganch*), située aux proches alentours de château fort de *Karan*.

Des autres maîtrises royales ont été accordées par Sigismund de Luxemburg à Dionisie, le fils de Ciucă, knez du district de Comiat, pour ses mérites militaires pendant la campagne contre le duc Hrvoie (Bosnie), qui a acquiert, le 19 mai 1406, les terres de *Lopathaka* et de *Mihalyancz* du même district de Comiat³⁶. Également une possession royale, la terre royale de *Orbagh* du district de Mehadia, a été faite don, au cours de l'année de 1413, par Pippo Spano, le comite de Timiș, au noble Petru Deș de Timișel pour ses mérites militaires exceptionnelles, probablement pendant les campagnes de la Venise³⁷. La famille des nobles de Mâtnic avait bénéficiée, elle aussi, de tels dons en des possessions royales, au long du XV^e siècle, le 15 octobre 1440³⁸, plusieurs nobles de cette famille en acquierant de la part du roi Vladislav I les terres de *Zederyes*, *Zlawapathaka* et *Nyalaczi* du district de *Caransebeș*, pour que le 31 aout 1463 *egregi viri* Ștefan, Mihail et Gheorghe de Mâtnic soient donnes avec la possession de *Beregsăul Mare* (*possessionem nostra Nemthy*) du comitat de Timiș, pour leur participation aux campagnes militaires du Banat et de la Bosnie³⁹.

On rencontre des cas où l'objet du don a été constitué par une forêt royale, l'exemple le plus concluant étant celui offert par les familles Fiat de Armeniș et Racovița de Caransebeș, dont les membres ont été récompensés, le

bănățene: stăpânii de pe Valea Bistrei (sec. XV-XVI) dans *AnB* (S.N.), XII-XIII, 2004-2005, p. 328.

³⁶ *Ibidem*, p. 16; Viorel Achim, *Districtul Comiat. Contribuții la geografia istorică a Banatului în evul mediu*, dans *AnB* (S.N.), II, 1993, p. 247.

³⁷ Ioan Hațegan, *Filippo Scolari. Un condotier italian pe meleaguri dunărene*, Timișoara, 1997, p. 151.

³⁸ C. Feneșan, *Documente medievale*, p. 36. Ont reçu des dons Dionisie, le fils de Ștefan et Ștefan, Mihail, Petru et Ioan, les fils de Blasiu, puis un autre Ioan et Fărcaș, les fils de Ladislau, et aussi Ioan, le fils de Bogdan „des roumains nobles de Mâtnic” (*wolachos nobiles de Mathnok*).

³⁹ *Ibidem*, p. 46.

15 février 1519, avec le droit commun de maîtrise sur la forêt royale de Lozna (*Silva glandinosa Lozna*), localisée sur la rivière ayant le même nom. Les bénéficiaires, Ioan et Francisc Fiat (au nom de leurs parents décédés, les frères Ladislau et Ludovic Fiat), et aussi Ladislau de Racovița avec ses fils Iacob, Martin, Petru et Ladislau reçoivent ce don pour leurs services militaires prestés dans les luttes contre les ottomans⁴⁰.

La famille de Bizerea a bénéficié, parmi des autres dons, d'une place pour une maison en Caransebeș, faite don par le roi Sigismund de Luxemburg, le 30 novembre 1429, en suite du courage prouvé par Lado, le fils de Ladislau, Nicolae, le fils d'un autre Ladislau, et Iacob, le fils Petru le Brave de Bizerea dans le combat déroulé au château fort de Golubăț une année auparavant⁴¹.

Un remarquable don royal accordé aux quelques nobles roumains s'est matérialisé en fin de la quatrième décennie du XV^e siècle, probablement entre les années de 1438-1439, quand le roi Albert de l'Hongrie fait don à la famille des nobles de Cerna et à Nicolae de Bizerea, le camp fortifié de *Dranko*, identifié aujourd'hui avec les ruines situées aux alentours de Drencova⁴². Étant donné le fait que les actes familiaux se soient perdus pendant les invasions ottomanes au nord du Danube, le 7 juin 1451, le ban de Severin, Mihail de Cerna (en son nom propre, de son cousin Blasiu et de son fils Nicolae), avec Nicolae de Bizerea sollicitent au gouverneur de l'Hongrie, Ioan de Hunedoara, leur reconformer ce don, fait réalisé dans une assemblée nobiliaire des sept districts privilégiés, convoquée le 8 février 1452⁴³ à Caransebeș, qui a recherché et établi la véracité des faits soutenus par les sollicitants, tout en certifiant que le camp fortifié mentionné a été vraiment fait don aux nobles de Cerna (trois parties) et de Bizerea (une partie). Il faut souligner que les nobles bénéficiaires ont été avec sûreté parmi les proches du gouverneur de l'Hongrie, Mihail de Cerna et Nicolae de Bizerea étant mentionnés en qualité de braves participants aux campagnes militaires du célèbre commandant. En outre, tous les deux acquièrent des dignités significatives dans ce période, Nicolae de Bizerea étant mentionné en qualité

⁴⁰ D. L. Țigău, *op. cit.*, p. 31

⁴¹ Idem, *Familia Bizere-Găman în secolele XV-XVII*, dans *Banatica*, 15/II, 2000, p. 57.

⁴² Ștefan Matei, *Fortificațiile de pe teritoriul Banatului în lumina izvoarelor scrise*, dans *Banatica*, 5, 1979, p. 259; Dumitru Țeicu, *Cetăți medievale în Banat (Medieval fortifications in Banat)*, Timișoara, 2009, p. 71-72.

⁴³ Pesty, *A Szörényi bánság*, III, p. 64.

de Châtelain du Château fort de Bran⁴⁴, Mihail de Cerna apparaissant dans les documents en qualité de Ban de Severin entre les années de 1447 et de 1454⁴⁵.

Il est connu que les immixtions étrangères dans le système de maîtrise au niveau du comitat ou du district ont été à peine acceptés par la communauté autochtone des possesseurs de terres, le Banat montagnoux offrant de tels exemples où la communauté nobiliaire s'est opposé, quelquefois avec véhémence, à l'aliénation des districts ou des possessions vers des sollicitants venus au dehors de la province, tout en arrivant même à la chair de jugement royal, dans chaque situation les droits des autochtones étant respectés. Pas la même chose s'est passé dans les districts roumains du comitat de Timiș, qui deviennent fréquemment objet des dons ou de nantissement au détriment des nobles roumains banatiens qui se sont constitués les domaines familiaux dans l'espace protégé du Banat montagnoux et collinaire, soit au détriment des dignitaires de la royauté, étrangers envers l'espace de logement roumain. Par exemple, en 1427⁴⁶, les districts de Fârdea, Bujor, Mănăștur et de Sudea du comitat de Timiș ont été donnés en nantissement par Sigismund de Luxembourg à Ioan de Gara et à sa femme Hedwiga. En 1439⁴⁷, un autre district de Timiș, Icuș (*Ikws*) avec le bourg de Margina ont été donnés en nantissement, pour 4000 florins à Iancu de Hunedoara et à son frère Ioan, car en qualité de bans de Severin, les trois se sont obligés de défendre les châteaux forts de Severin, Gureni, Orșova, Mehadia et de *Pech* et de tenir dans la zone 200 chevaliers. Les mêmes personnes ont complété leurs possessions banatiennes, en obtenant en 1440⁴⁸ le district de Bujor, avec tous leurs villages et leurs districts, dans la période des années de 1453-1454 en obtenant les districts de Sudea, Jupan, Fârdea et de Mănăștur⁴⁹. Il ne faut pas ignorer le fait que, dans son effort de réaliser une base matérielle et sociale propre pour pouvoir soutenir la lutte anti-ottomane, Iancu de Hunedoara réussit, grâce aux dignités détenues au niveau du royaume, l'obtention des possessions même dans les districts

⁴⁴ Adrian Andrei Rusu, *Ioan de Hunedoara și românii din vremea lui*, Cluj-Napoca, 1999, p. 216.

⁴⁵ Ioan Drăgan, *op. cit.*, p. 422.

⁴⁶ Ortway Tivadar (ed.), Pesty Frigyes, *Oklevelek. Temesvármegye és Temesvárváros történetéhez*, I, Poszony, 1896, p. 562.

⁴⁷ Hurmuzaki, *op. cit.*, I/2, p. 657-658.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 666.

⁴⁹ *Ibidem*, II/2, p. 26.

privilégiés du comitat de Caraș, situés à l'abri jusqu'à ce moment des immixtions étrangères. C'est bien connu le cas du district de Comiat, donné en nantissement en 1435 par Sigismund de Luxemburg aux frères Iancu et Ioan de Hunedoara pour une somme de 1500 florins, nantissement renouvelé pendant l'année de 1437 pour 1250 florins, une somme égale avec la solde pour trois mois de leurs soldats⁵⁰. La réaction des habitants a été significative, car avec leurs knezes et nobles du district ont déposé des efforts soutenus pour empêcher son transformation en une possession héréditaire des Corvins, comme s'est passé avec les districts du Banat de Timiș mentionnés ci haut. Dans une première phase, les dirigeants roumains de ce district ont réussi retourner à Iancu de Hunedoara (de leurs propres revenus) la somme payée pour ce district, sans obtenir, pour le moment, son re-incorporation dans les sept districts privilégiés. Seulement après une année de sa tragique mort, survenue au moment de sa éclatante victoire de Belgrade, les féodaux banatiens réagissent, désignant le noble Vasa de Gamza en qualité de souteneur de leurs intérêts devant le roi Ladislau V le Postume. Par la célèbre diplôme de 29 août 1457, qui renfermait „les libertés, les prérogatives et les droits” des huit districts privilégiés banatiens, le roi a approuvé la demande des nobles et des knezes du district de Comiat, la remarquable solidarité d'entre la communauté roumaine et de ses élites ayant, enfin, succés.

C'est discutable la manière dont le pouvoir central a respecté ces principes, renouvelés, néanmoins, dans les siècles suivants par les rois de l'Hongrie et des principes de la Transylvanie. Un autre exemple relevant est celui du château fort de Jdioara, attribué par les rois Vladislav I et Matia Corvin successivement, dans la deuxième moitié du XV^e siècle, aux voïvodes de la Transylvanie, probablement avec le but de mettre en valeur pleinement ses capacités humaines et militaires nécessaires dans l'effort de soutenance de la guerre anti-otomane. Le premier a été Iancu de Hunedoara qui, en 1444, complète ses impressionnantes possessions détenues dans les districts de Hunedoara, Timiș et de Caraș. Mais après deux années le domaine sera donné en nantissement aux frères Ioan et Mihail Orszag de Guth et à Hagymasi de Beregsău, pour qu'en 1454 Ladislau I le donne à Iacob Pongrácz de Szentmiklósi. En 1464, Matia Corvin attribue, à son tour, le châtequ fort de

⁵⁰ V. Achim, *op. cit.*, p : 250.

Jdioara et l'*oppidum* de Lugoj (avec les villages appartenants) au voïvode Ioan Pongrácz de Dendeleg et à son frère Andrei⁵¹

Pour en conclure, cette introspection a essayé de faire une synthèse et analyser les principaux dons effectués par le pouvoir central sur le compte des maîtres de terres roumains banatiens, tout en partant du milieu du XIV^e siècle et jusqu' autour de l'année de 1552. Se constituant des villages royales déserts ou peuplés, des forêts, des immeubles, des bourgs ou même des châteaux forts, les dons offerts par la royauté aux knezes et aux nobles roumains du Banat montagneux et collinaire ont augmenté l'ensemble de leur patrimoine foncier, confirmant encore une fois leur statut social et juridique privilégié. On détache avec clarté le double intérêt qui a animé les deux parties qui ont été en relation dans le plan du système foncier patrimonial: d'une part le pouvoir central qui, directement ou par ses dignitaires de la zone, a réussi, par ces dons, fidéliser les élites sociales de cette partie du royaume, dans la manière habituelle de l'époque et en conformité avec le statut nobiliaire des donateurs. De l'autre part, les bénéficiaires, les knezes et les nobles roumains banatiens qui, par leurs services militaires, ont réussi conserver et grandir leur patrimoine foncier, en parallèle avec la consolidation de leur position dans l'hierarchie locale, un bon nombre d'entre eux arrivant à la détention des dignités au niveau de leur contrée natale, en commençant avec la deuxième moitié du XV^e siècle.

⁵¹ Csánki Deszö, *op. cit.*, p. 15.

O PROBLEMATICĂ PATRIMONIALĂ DIN BANATUL MONTAN MEDIÉVAL: DONAȚIILE REGALE DE SECOL XIV-XVI

Rezumat

Stăpânirea patrimonială bănățeană, consolidată la cumpăna veacurilor XIV-XV ca urmare a măsurilor social-juridice adoptate de cei doi Angevini, a determinat evidențierea în plan documentar a unei elite sociale românești, circumscrisă cu precădere arealului Banatului de deal și de munte, ce își obține acum din partea regalității recunoșterea oficială prin acte de nouă donație asupra stăpânirilor deținute *ab antiquo*, conform textului de danie. Interesante, prin prisma problematicilor pe care le-au determinat, sunt donațiile regale inițiale ce au fost efectuate de regii maghiari dar și de principii transilvăneni pe parcursul secolelor XIV-XVII, cu efecte mai mult sau mai puțin semnificative și de durată asupra sistemului funciar patrimonial bănățean. Căci într-un anumit mod pot fi percepute donațiile ce i-au avut ca beneficiari pe nobilii români bănățeni, cărora nu au făcut altceva decât să le sporească patrimoniul funciar deja existent în zonă, prin acordarea de noi moșii în districtele bănățene sau în comitatele învecinate (deși acest lucru a determinat în câteva cazuri strămutarea unor familii din Banat în comitatele transilvănene), și cu totul alte consecințe au avut donațiile regale sau princiare acordate elementelor alogene, reale imixtiuni în sistemul de stăpânire bănățean (protejat de diploma privilegială din 1457), ce au generat situații și reacții extrem de diverse, individuale sau ale comunității locale, în funcție de condițiile în care s-au efectuat acele donații, de persoana donatarilor, de obiectul donației sau de contextul temporal. O cazuistică interesantă și variată prin prisma evoluției sale în timp, ce conturează și nuanțează un aspect semnificativ al raporturilor social-juridice instaurate între puterea centrală și comunitatea românească bănățeană, reprezentată de o elită socială ce și-a câștigat în timp un rol bine definit în această zonă situată la fruntariile sudice ale regatului maghiar, ulterior ale principatului transilvănean.